



# Assemblée générale

Distr. limitée  
3 novembre 2000  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-cinquième session

### Sixième Commission

Point 159 de l'ordre du jour

#### Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

#### Projet de résolution

### Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-deuxième session<sup>1</sup>,

*Soulignant* qu'il importe de poursuivre le développement progressif du droit international et sa codification aux fins d'atteindre les buts et d'appliquer les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies<sup>2</sup>,

*Consciente* qu'il est souhaitable de renvoyer à la Sixième Commission les questions juridiques et celles qui concernent la rédaction de textes, y compris les sujets qui pourraient être soumis à la Commission du droit international pour un examen plus approfondi, et de permettre à la Sixième Commission et à la Commission du droit international de contribuer davantage encore au développement progressif du droit international et à sa codification,

*Rappelant* la nécessité de maintenir à l'étude les sujets de droit international qui, compte tenu de l'intérêt nouveau ou renouvelé qu'ils présentent pour la communauté internationale, peuvent fournir matière au développement progressif et à la codification du droit international et en conséquence être inscrits au programme de travail futur de la Commission du droit international,

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 10 (A/55/10).

<sup>2</sup> Résolution 2625 (XXV), annexe.

*Notant avec satisfaction* la tenue du Séminaire de droit international, et se félicitant des contributions volontaires qui ont été versées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international,

*Soulignant* qu'il est utile que la Sixième Commission structure le débat qu'elle consacre au rapport de la Commission du droit international de façon telle que les conditions soient réunies pour qu'elle concentre son attention sur chacun des grands sujets traités dans le rapport,

*Désireuse* de resserrer les liens entre la Sixième Commission en tant qu'organe constitué de représentants des gouvernements et la Commission du droit international en tant qu'organe constitué de juristes indépendants, en vue d'améliorer le dialogue entre les deux commissions,

1. *Prend acte* du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-deuxième session<sup>1</sup>;

2. *Rend hommage* à la Commission du droit international pour le travail qu'elle a accompli à sa cinquante-deuxième session, notamment en ce qui concerne la responsabilité des États et engage la Commission à achever ses travaux sur la question au cours de sa cinquante-troisième session, compte tenu des vues exprimées par les gouvernements au cours des débats de la Sixième Commission à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale et de toute observation écrite susceptible d'être présentée avant le 31 janvier 2001;

3. *Appelle l'attention* des gouvernements sur le fait qu'il importe qu'ils communiquent à la Commission du droit international leurs vues sur les divers aspects des sujets figurant à l'ordre du jour de la Commission, et en particulier sur tous les points recensés au chapitre III du rapport de celle-ci;

4. *Invite de nouveau* les gouvernements, dans le contexte du paragraphe 3 ci-dessus, à répondre par écrit d'ici au 28 février 2001, si possible, au questionnaire et demandes d'informations sur les actes unilatéraux des États que le Secrétariat a fait tenir à tous les gouvernements les 30 septembre 1999 et 2 octobre 2000;

5. *Invite de nouveau également* les gouvernements à communiquer les textes législatifs et les décisions des tribunaux nationaux relatifs à la protection diplomatique les plus importants et à faire connaître la pratique étatique en la matière, en vue d'aider la Commission du droit international dans ses travaux futurs sur le sujet de la « Protection diplomatique »;

6. *Recommande* à la Commission du droit international de poursuivre ses travaux sur les sujets actuellement inscrits à son programme de travail, en tenant compte des commentaires et observations des gouvernements, que ceux-ci aient été présentés par écrit ou aient été formulés oralement lors des débats à l'Assemblée générale;

[7. *Se félicite* du travail accompli par la Commission du droit international à sa cinquante-deuxième session en ce qui concerne le sujet de la Responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international et prie la Commission de reprendre l'examen du volet « responsabilité » dès qu'elle aura achevé la deuxième lecture des projets d'article consacrés à la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses en tenant compte des liens existant entre les volets

« prévention » et « responsabilité » de la question, de l'évolution du droit international et des observations des gouvernements;]

8. *Prend note* des paragraphes 726 à 733 du rapport de la Commission concernant le programme de travail à long terme et des plans d'étude des nouveaux sujets annexés au rapport;

9. *Invite* la Commission du droit international à continuer de prendre des mesures visant à améliorer son efficacité et sa productivité;

10. *Souligne* qu'il est souhaitable de renforcer le dialogue entre la Commission du droit international et la Sixième Commission;

11. *Prend note* des paragraphes 734 et 735 du rapport concernant la durée, la structure et le lieu des sessions à venir de la Commission et contenant des recommandations spécifiques visant à continuer d'améliorer l'efficacité et la productivité de ses travaux, à permettre à ses membres d'être plus assidus et à renforcer les liens entre la Commission et la Sixième Commission;

12. *Prend également acte* du paragraphe 736 du rapport et décide que la prochaine session de la Commission du droit international se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève du 23 avril au 1er juin et du 2 juillet au 10 août 2001;

13. *Rappelle* la demande qu'elle a formulée au paragraphe 11 de la résolution 54/111 du 9 décembre 1999 et souligne la nécessité de mettre en oeuvre des mesures d'économie telles que celles décrites au paragraphe 639 du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante et unième session<sup>3</sup>;

14. *Prie* la Commission du droit international de continuer à veiller tout spécialement à indiquer dans son rapport annuel, pour chaque sujet, les points sur lesquels il pourrait être particulièrement intéressant que les gouvernements expriment leurs vues, soit à la Sixième Commission, soit par écrit, afin de la guider dans la poursuite de ses travaux;

[15. *Encourage* la tenue de consultations officieuses entre la Sixième Commission et les membres de la Commission du droit international participant à la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale;]

16. *Prie également* la Commission du droit international de continuer à appliquer le paragraphe e) de l'article 16 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 26 de son statut en vue de renforcer encore davantage la coopération entre la Commission et les autres organes s'occupant de droit international, compte tenu de l'utilité de cette coopération, et, à cet égard, prend note avec satisfaction des commentaires que la Commission a faits aux paragraphes 737 à 741 de son rapport;

17. *Note* que les gouvernements pourraient consulter des organismes nationaux s'occupant de droit international et des spécialistes du droit international pour les aider à décider s'ils doivent faire des commentaires et observations sur les projets présentés par la Commission du droit international ainsi qu'à formuler de tels commentaires et observations;

18. *Réaffirme* ses précédentes décisions concernant le rôle de la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat ainsi que celles qui

<sup>3</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 10 (A/54/10).

ont trait aux comptes rendus analytiques et au reste de la documentation de la Commission du droit international;

19. *Constate avec satisfaction* que la Commission du droit international diffuse des informations sur ses travaux sur son site Web<sup>4</sup>;

20. *Exprime l'espoir* que le Séminaire de droit international continuera d'être organisé à l'occasion des sessions de la Commission du droit international et qu'un nombre croissant de participants, en particulier originaires de pays en développement, se verront offrir la possibilité d'y participer, et demande aux États de verser d'urgence les contributions volontaires nécessaires au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international;

21. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition du Séminaire de droit international des services adéquats, y compris, si besoin est, des services d'interprétation, et l'encourage à continuer d'examiner les moyens d'améliorer la structure et le contenu du Séminaire;

22. *Prie également* le Secrétaire général de transmettre à la Commission du droit international, pour examen, les comptes rendus des débats qui ont été consacrés à la cinquante-cinquième session au rapport de la Commission, ainsi que les textes que les délégations ont pu distribuer à l'occasion de leurs interventions orales, et de faire établir et distribuer un résumé thématique des débats, conformément à la pratique établie;

23. *Prie* le Secrétariat de distribuer aux États, à une date aussi rapprochée que possible après la fin de la session de la Commission du droit international, le chapitre II du rapport contenant un résumé des travaux de la session, et les projets d'article que la Commission aura adoptés en première ou en deuxième lecture;

24. *Recommande* qu'à la cinquante-sixième session, le débat sur le rapport de la Commission du droit international commence le 29 octobre 2001.

---

<sup>4</sup> L'adresse Internet de la Commission du droit international est la suivante :  
<[www.un.org/law/ilc/index.htm](http://www.un.org/law/ilc/index.htm)>